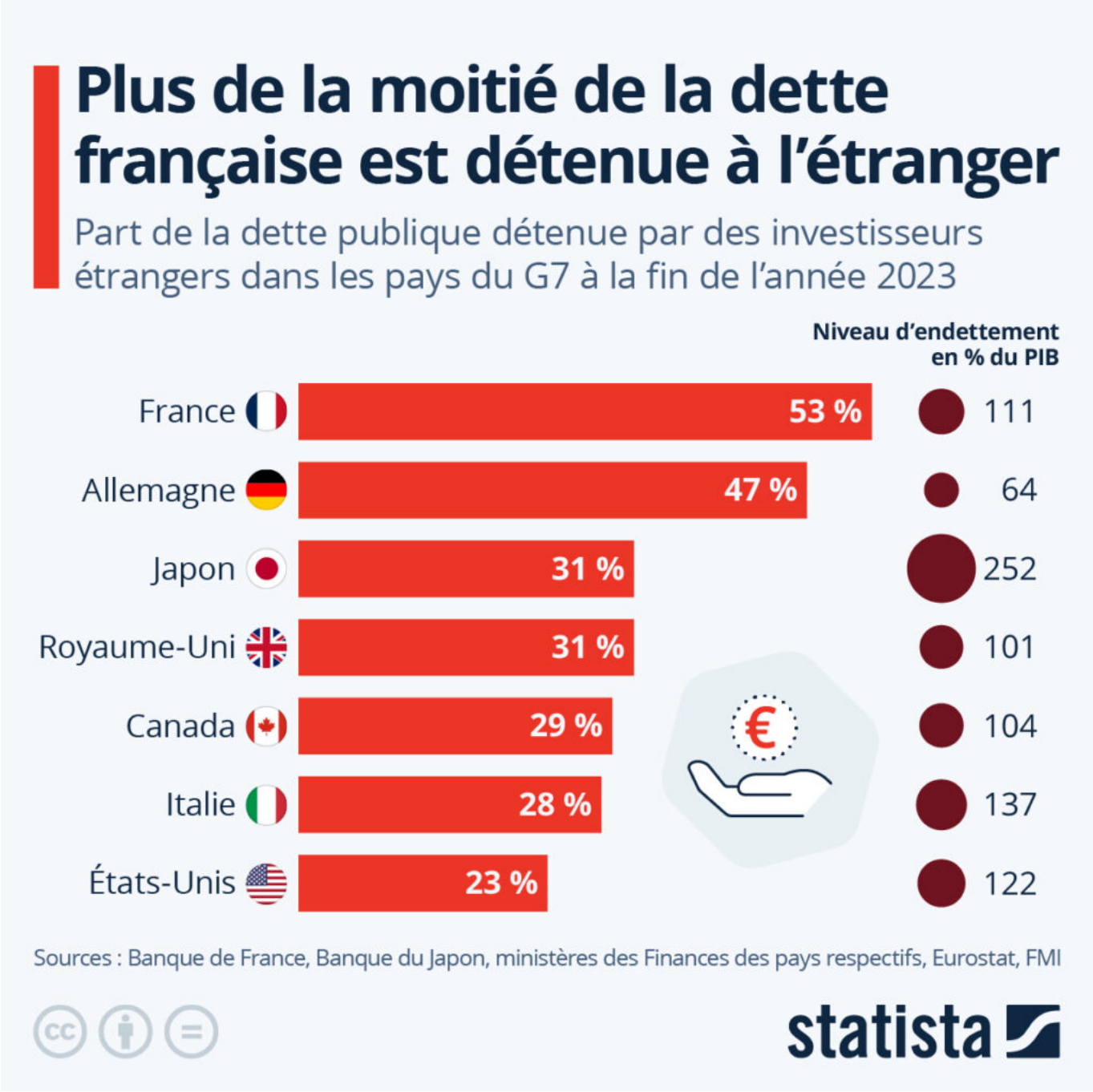
Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026

Plus de la moitié de la dette française est détenue à l'étranger



Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026

La dette publique française a continué de gonfler au deuxième trimestre 2024, s'établissant à 112 % du produit intérieur brut (PIB) en juin, contre près de 111 % du PIB en mars, a indiqué l'Insee fin septembre. La structure et l'origine du financement de la dette font partie des éléments importants qui permettent d'évaluer la fiabilité des financeurs de l'État. Dans ce contexte, nous nous sommes intéressés aux détenteurs de la dette publique de la France et d'autres grandes économies dans le monde. Quelle part de la dette est détenue hors des frontières du pays ?

D'après les chiffres de la Banque de France, 53 % de la dette française était détenue par des investisseurs étrangers à la fin de l'année 2023 (dans le détail : 23 % en zone euro et près de 30 % hors zone euro). Comme l'indique notre infographie, il s'agit de la valeur la plus élevée mesurée au sein des économies du G7. En comparaison, la part de la dette publique détenue à l'étranger s'élevait à 47 % en Allemagne à la même date, 31 % au Japon et au Royaume-Uni, 28 et 29 % respectivement en Italie et au Canada, ainsi qu'à 23 % aux États-Unis.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

Budget : la faute aux collectivités ?

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026



Il y a quelques jours nous dissertions sur l'état calamiteux des finances de notre pays. On va de surprise en surprise. Avec le temps le montant de la facture augmente à la vitesse de la lumière. Pendant la période « insouciante » des JO on a laissé filtrer, entre deux médailles d'or, qu'il faudrait trouver en urgence pour 2025, quelques 10 milliards d'euros. Une bagatelle. Ensuite on est passé à 20 puis 30 milliards. Et maintenant, on apprend que ce sera 60 milliards qu'il faudra trouver.

Diantre, mais qui tient les cordons de la bourse de cette manière ? A ce niveau la Grèce apparaît comme presque aussi bien gérée qu'un canton de la confédération helvétique. Dans ce scénario à peine croyable on s'en prend aux collectivités locales et en particulier aux départements. Ils auraient eu la dépense facile. Est-il utile de rappeler aux citoyens et contribuables que nous sommes tous, que ces collectivités, sont dans l'obligation de présenter des budgets à l'équilibre, eux !

> **« En plus, l'État ne cesse de nous imposer des dépenses qu'il ne compense jamais »**
>
> ***Dominique Santoni, Présidente du Conseil départemental de Vaucluse***

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026

De plus ces mêmes collectivités ne peuvent emprunter de l'argent pour payer de salaires, eux ! « Que chacun balaie devant sa porte » affirmait à ce propos, Dominique Santoni, la présidente du département de Vaucluse il y a quelques jours. « En plus, l'État ne cesse de nous imposer des dépenses qu'il ne compense jamais » ajout-elle. Force également de rappeler que l'augmentation des budget des collectivités s'est faite sur des lettres de cadrage provenant de Bercy… Précision supplémentaire et presque accablante, il y a encore peu on demandait à ces mêmes collectivités d'investir pour relancer l'activité et l'économie…

Si on veut ajouter à la confusion, une partie des nouveaux députés et ministres sortants dans la mouvance du Président de la République, comme Gérald Darmanin, ou Gabriel Attal annoncent qu'ils ne voteront pas un budget avec des augmentations des impôts. Faire le contraire aurait été un constat d'échec flagrant, mais pour des ministres sortants, s'abstenir aurait été plus juste et surtout plus décent. Des mots qui ne riment pas vraiment avec l'ambition politique personnelle…

Dans ce capharnaüm qui ressemble à un mauvais rêve, que fait aujourd'hui celui qui aimait, il y a encore peu, à jouer au chef de guerre et à s'exposer en première ligne ? Assistons-nous à une forme de capitulation ou de démission ?

Les trois enveloppes

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026



C'est l'histoire d'un chef d'entreprise qui vient de se faire limoger par son conseil d'administration. Il lui est reproché de ne pas avoir tenu ses objectifs et surtout d'avoir creusé de manière importante l'endettement de la société. La veille de quitter la société il rencontre son successeur et lui confie trois enveloppes. Il lui précise que la première sera à ouvrir juste avant l'assemblée générale de sa première année de mandat. La deuxième au terme de sa deuxième année et la troisième au terme de sa troisième année.

Un an après l'arrivée du nouveau patron, les comptes de la société ne se sont malheureusement pas améliorés. La veille de l'assemblée générale devant clôturer l'exercice, le nouveau directeur ouvre la première enveloppe. A l'intérieur un mot avec cette mention : « t'as qu'à dire que c'est l'héritage da la précédente direction ». Il présente cette excuse devant les actionnaires et il est reconduit. La deuxième année les comptes de la société sont toujours dans le rouge et l'endettement s'est encore creusé. Le DG ouvre la deuxième enveloppe. Il y trouve le mot suivant : « t'as qu'à dire que la conjoncture s'est détériorée ». Il présente de nouveau cette excuse et l'assemblée des actionnaires l'accepte de nouveau. Au terme de la troisième année la situation de l'entreprise ne s'est toujours pas améliorée. La vielle de l'assemblée le chef d'entreprise ouvre la troisième enveloppe et il y trouve cette phrase : « Prépares trois enveloppes ! »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026

Il n’y a pas de vrais responsables à la situation financière du pays

Cette blagounette c’est un peu celle de la France aujourd’hui. Il n’y a pas de vrais responsables à la situation financière du pays. C’est l’héritage des précédents quinquennats et c’est la faute à la crise économique, au Covid, à la guerre en Ukraine… etc.. Et ensuite on repasse la patate chaude aux suivants, sans vraiment penser à changer les choses. Après moi le déluge en quelque sorte. Cette question pose en définitive celle de la responsabilité des décisions et des choix effectués par nos élus devant la nation. Est-ce acceptable qu’ils ne soient que comptable et pas tenu responsable de leurs choix ? La seule sanction des urnes suffit-elle ?

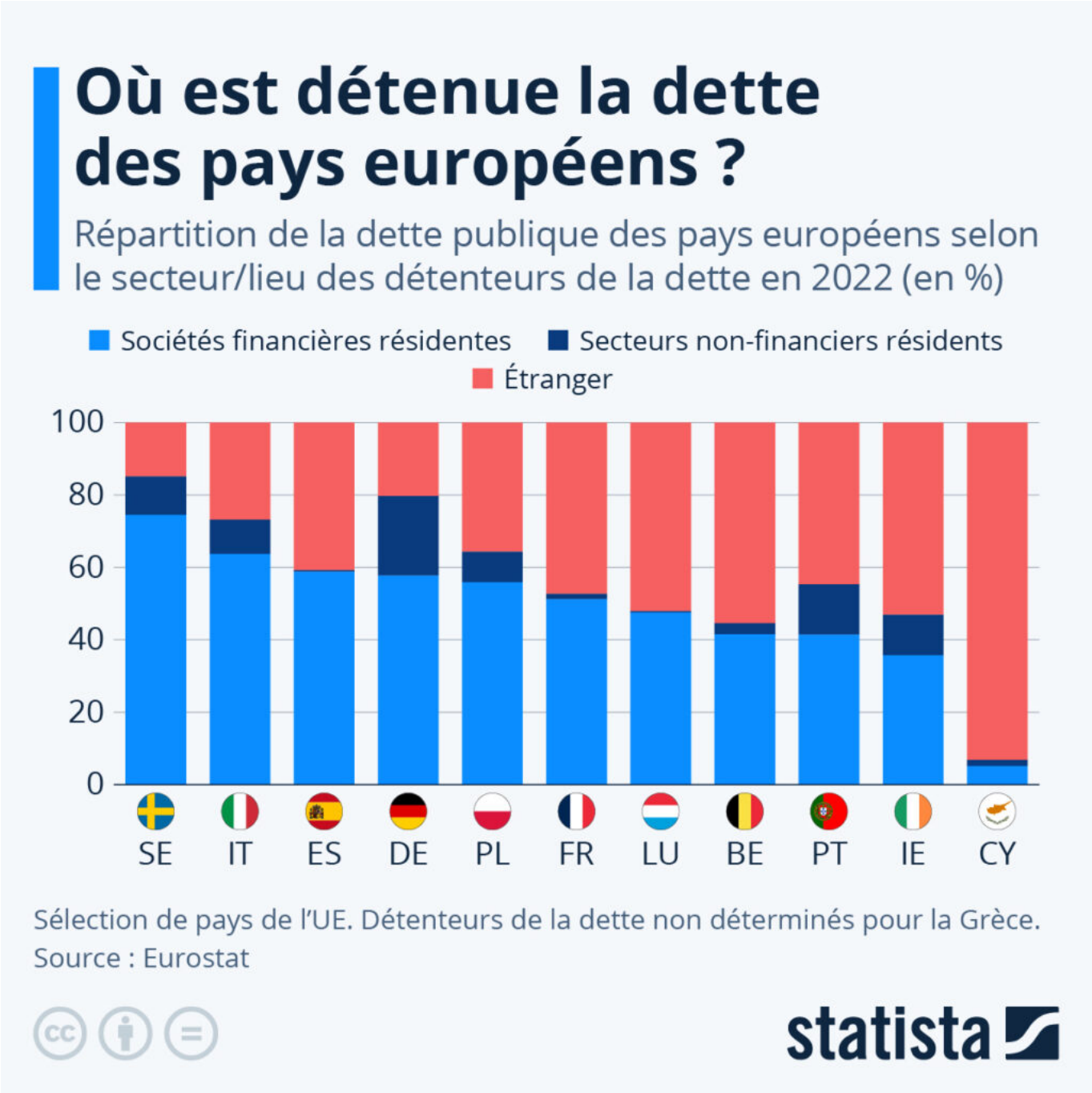
Prière de ne pas rire SVP

Imaginons un instant qu’un chef d’entreprise se trouve avec la société qu’il dirige dans une situation financière comparable à celle de notre beau pays. Soit, il est révoqué dans l’heure par son conseil d’administration, soit c’est la case tribunal de commerce. Avec une interdiction de gestion pour quelques années. Mais en ce qui concerne les patrons de la start-up nation rien. Nada. Même pire, le ministre de l’économie et des finances démissionnaire va donner des cours d’économie dans une université Suisse. Prière de ne pas rire SVP.

Où est détenue la dette publique des pays européens ?

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026



Dans l'Union européenne (UE), il existe des différences significatives en ce qui concerne les acteurs détenant la dette des administrations publiques. Parmi les pays de l'UE pour lesquels les données étaient disponibles en 2022, la part de la dette publique détenue par les sociétés financières résidentes était la plus élevée au Danemark (75 %), suivi de la Suède (74 %), de la Croatie (67 %), de l'Italie (64 %), de la Tchéquie (63 %) et de Malte (60 %).

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026

À l'inverse, la part la plus importante de la dette détenue à l'étranger (tous secteurs du reste du monde) était enregistrée à Chypre (93 %), devant l'Estonie (74 %), la Lettonie (64 %), l'Autriche et la Lituanie (61 % chacun), puis la Belgique (55 %). En France, la part de la dette publique détenue à l'étranger était de 47 % en 2022, tandis que les sociétés financières résidentes en détenaient 51 %.

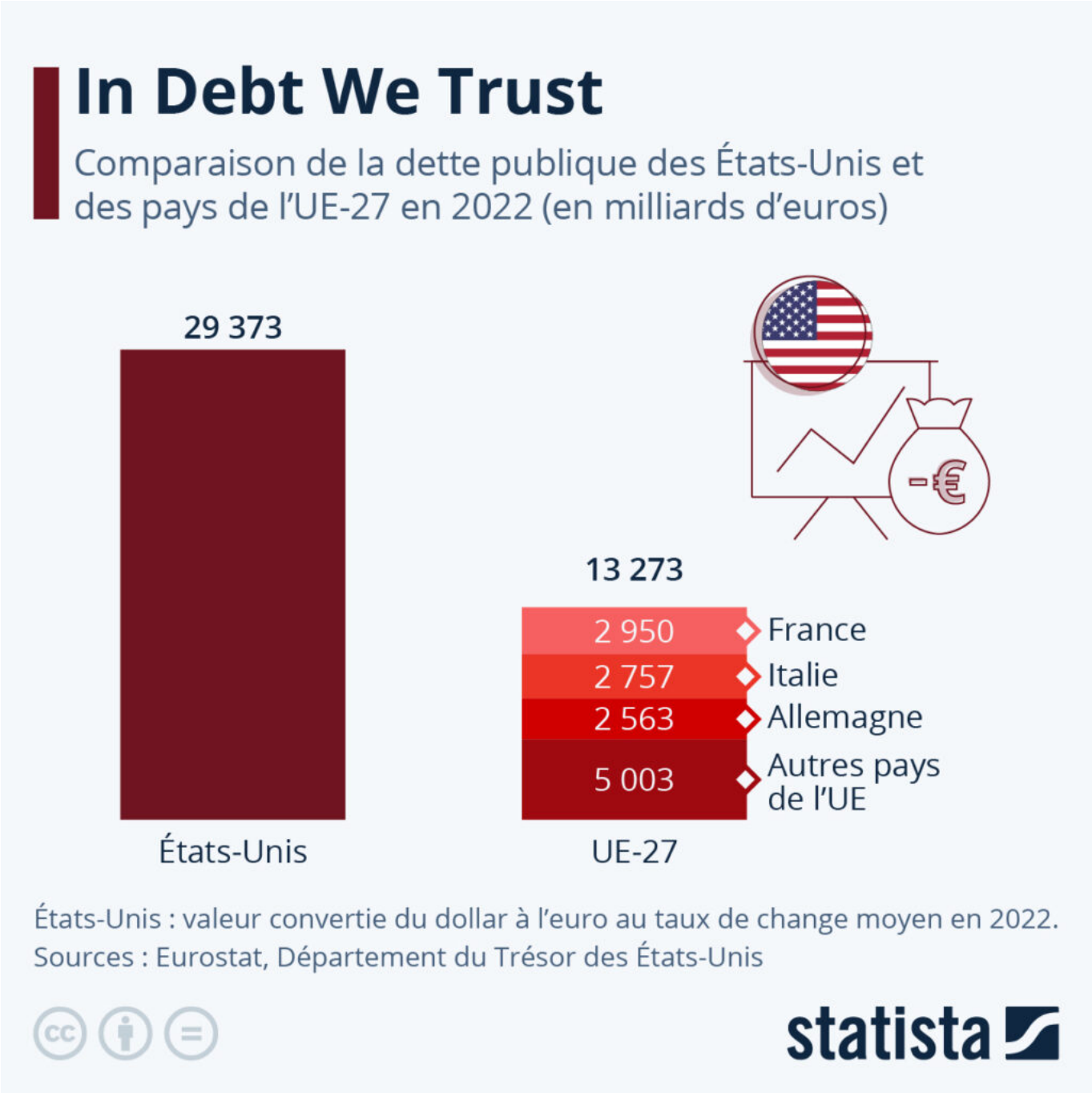
En général, dans les pays de l'UE, moins de 10 % de la dette était détenue par les secteurs non-financiers résidents (sociétés non financières, institutions sans but lucratif au service des ménages), à l'exception notable de la Hongrie et de l'Allemagne (22 % chacun), de Malte (18 %), du Portugal (14 %), de l'Irlande et de la Suède (11 % chacun).

De Tristan Gaudiaut pour Statista

La dette abyssale des États-Unis

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026



Si aucun accord n'est trouvé au Congrès américain pour rehausser le plafond de la dette, les États-Unis pourraient se retrouver en défaut de paiement dès le 1er juin. Officiellement, le plafond d'endettement fixé par le pays (31 381 milliards de dollars) a déjà été atteint le 19 janvier, mais le gouvernement a obtenu un sursis grâce à des mesures d'exception.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026

La ministre américaine des Finances, Janet Yellen, a exhorté les parlementaires du Congrès à sceller le plus vite possible un accord, précisant qu'« attendre jusqu'à la dernière minute [...] peut causer de graves dommages aux entreprises et à la confiance des consommateurs, augmenter les coûts d'emprunt à court terme pour les contribuables et pénaliser la cote de crédit des États-Unis ».

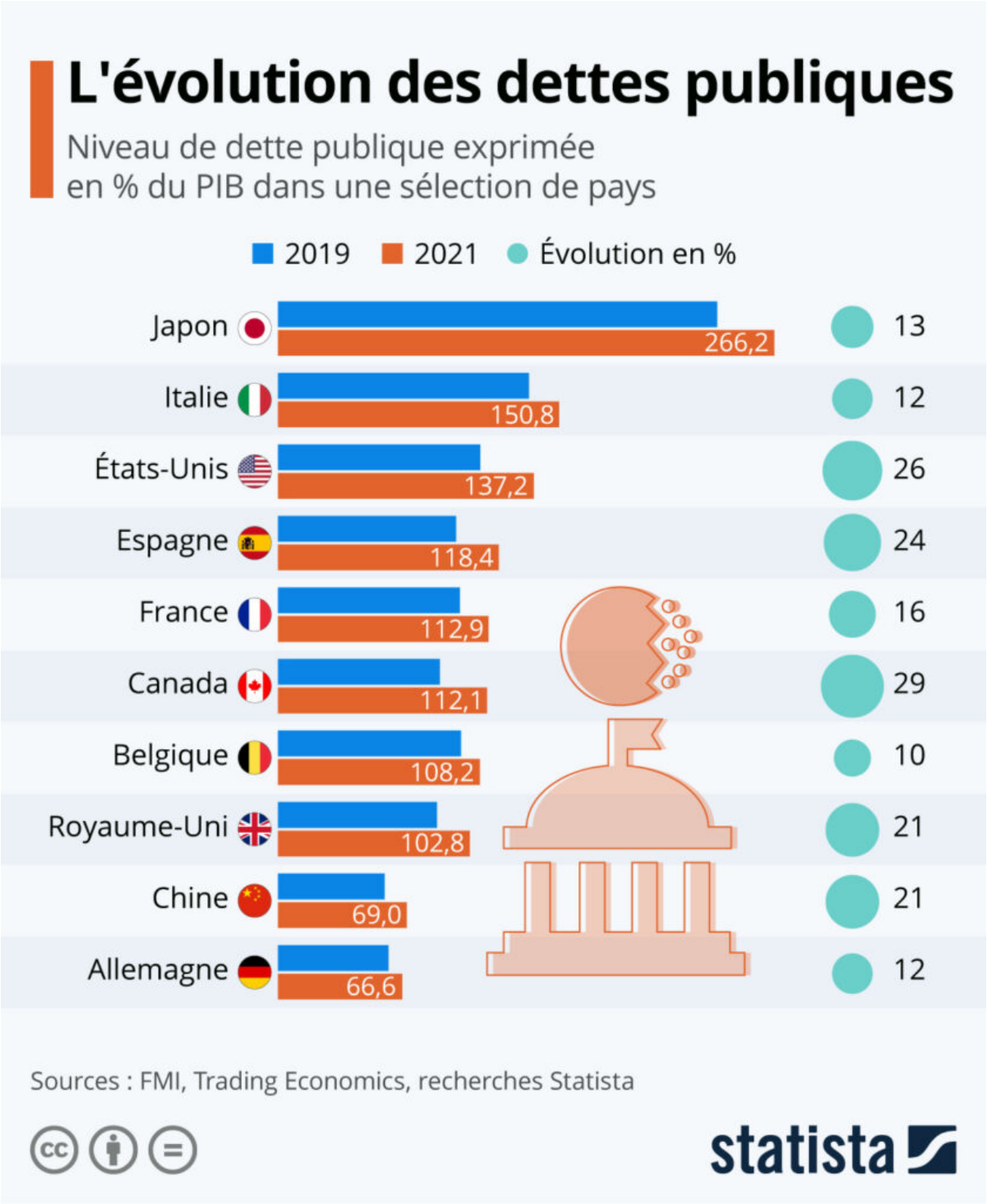
Une comparaison directe avec les pays de l'Union européenne montre à quel point la montagne de la dette publique des États-Unis est énorme. Au total, les 27 pays membres de l'UE cumulaient 13 273 milliards d'euros de dette à la fin de l'année 2022 (dont 2 950 milliards d'euros pour la France). Cela correspond à moins de la moitié de la dette américaine à la même date. Exprimée en pourcentage du PIB, la dette des États-Unis dépasse actuellement les 120 % (contre environ 110 % pour la France).

De Tristan Gaudiaut pour Statista

Comment évolue la dette publique

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026



Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026

Avec la crise du Covid-19 et les mesures déployées pour soutenir l'économie, la dette publique de nombreux pays a considérablement enflée depuis 2020. Comme le montre notre infographie basée sur les données du FMI et de Trading Economics, plusieurs économies développées enregistraient un niveau de dette publique supérieur à 100 % de leur produit intérieur brut (PIB) à la fin de l'année 2021.

Le Canada est le pays du G7 qui a le plus creusé son déficit budgétaire en rapport à sa production économique : l'endettement de l'État atteignait 112 % du PIB en décembre 2021, contre 87 % en 2019 (soit une hausse de près de 30 %). La dette publique s'est également beaucoup creusée aux États-Unis, où elle atteint désormais plus de 137 % du PIB.

En France, le niveau d'endettement, qui était d'environ 98 % du PIB avant la pandémie, se situait à près de 113 % à la fin de l'année 2021. D'autres pays européens, comme l'Espagne, la Belgique et le Royaume-Uni, ont également dépassé le seuil des 100 % du PIB. Quant au Japon, pourtant synonyme de prospérité et d'avancées technologiques, il est le deuxième pays le plus endetté au monde (derrière le Venezuela), avec une dette publique qui atteignait 266 % du produit intérieur brut l'année dernière.

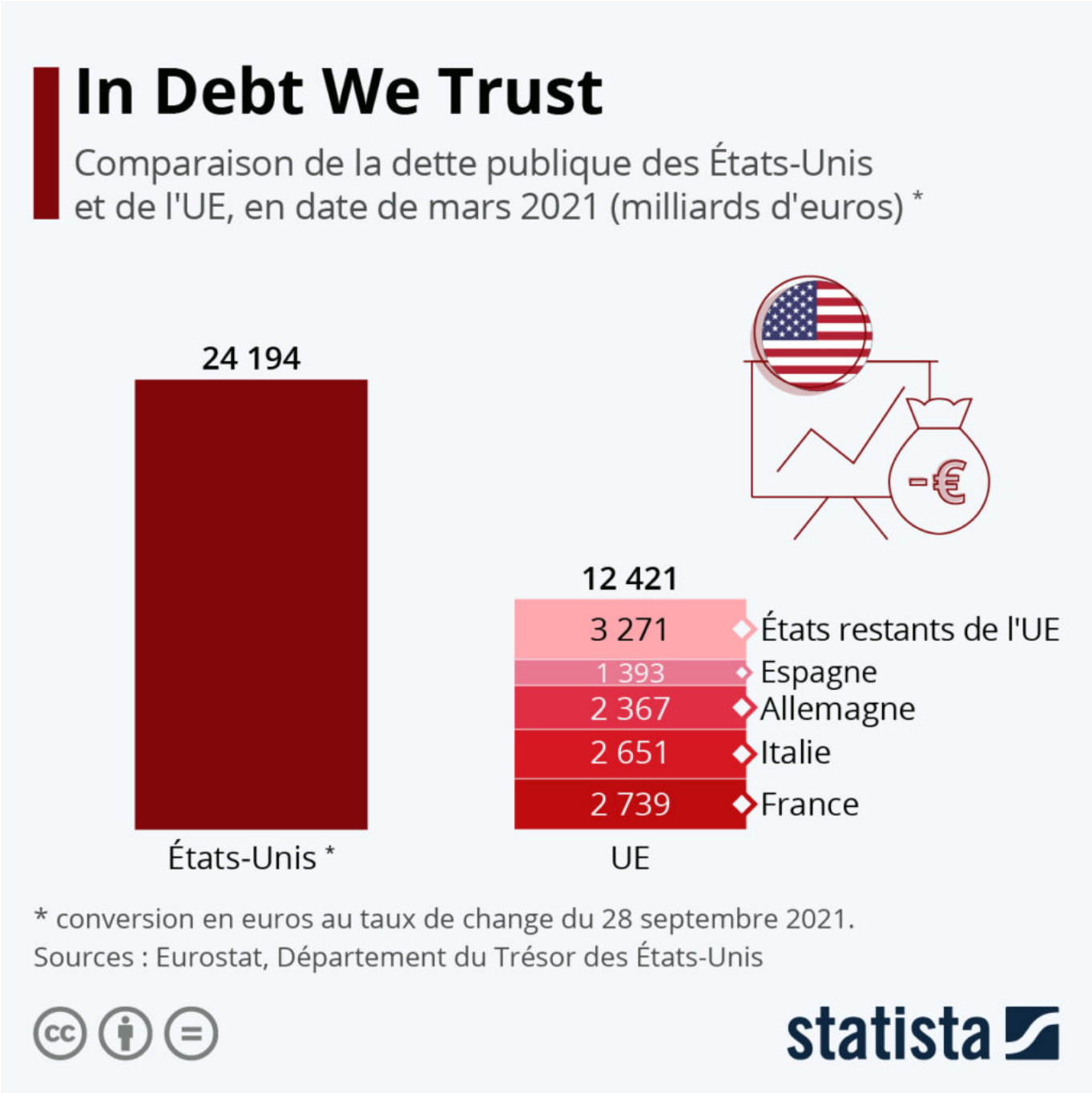
Parmi les grandes puissances économiques mondiales, la Chine et l'Allemagne maintenaient toujours de leur côté un niveau d'endettement inférieur à 70 % de leur PIB en décembre 2021.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

La dette abyssale des États-Unis

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026



Le montant de la dette nationale des États-Unis devrait bientôt atteindre 25 000 milliards d'euros (ou 28 400 milliards de dollars américains), ce qui correspond au plafond d'endettement actuellement fixé. Concrètement, cela signifie que le pays ne pourra plus emprunter d'argent si cette limite n'est pas relevée. « Il est impératif que le Congrès règle rapidement la limite de l'endettement. Si ce n'est pas le cas, l'Amérique va faire défaut pour la première fois dans l'Histoire », a prévenu la secrétaire au Trésor

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026

des États-Unis, Janet Yellen.

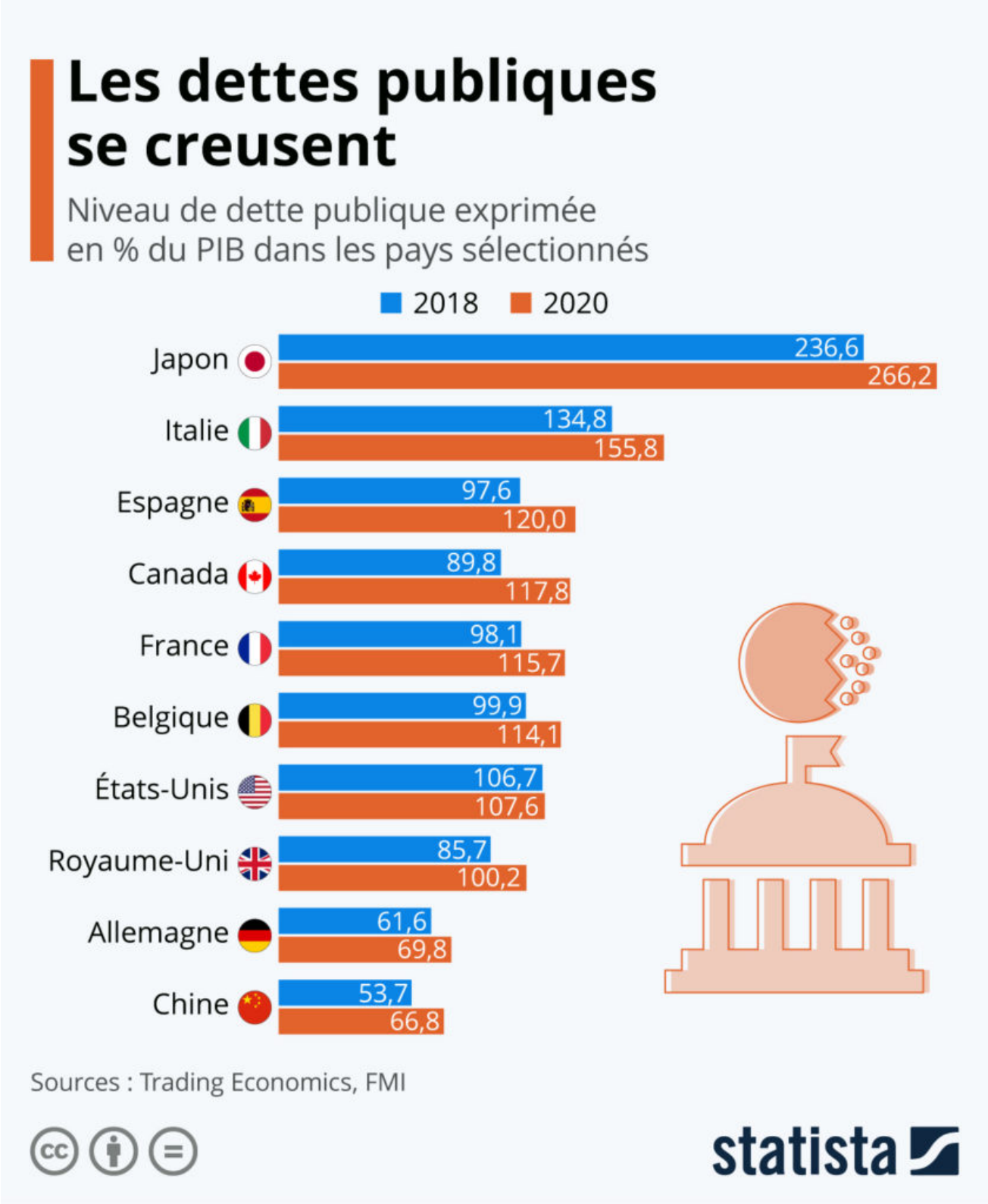
Mais pour le moment, les républicains du Sénat américain bloquent la hausse de ce plafond. Si aucun accord budgétaire n'est trouvé d'ici vendredi 1er octobre 2021, une fermeture du gouvernement devrait être la conséquence. Une comparaison directe avec l'Union européenne montre à quel point la montagne de la dette publique américaine est énorme. Au total, les 27 pays membres de l'UE cumulaient 12 400 milliards d'euros de dette en mars 2021 – dont 2 700 milliards d'euros pour la France. Cela correspond à un peu plus de la moitié de la dette des États-Unis à la même date.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

Comment les dettes publiques ont explosé

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026



Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026

Face à la crise sanitaire du coronavirus et aux mesures déployées pour soutenir l'économie, la dette publique de nombreux pays a explosé. Comme le montre notre infographie basée sur les données du FMI et de Trading Economics, plusieurs économies développées ont vu leur ratio de dette publique dépasser le seuil de 100 % du PIB en 2020.

Le Canada est le pays du G7 qui a le plus creusé son déficit budgétaire : sa dette publique s'élevait à près de 118 % du PIB en décembre 2020, en hausse de plus de 30 % par rapport à 2018. En France, le niveau d'endettement, qui se situait autour de 98 % du PIB avant la pandémie, a atteint près de 116 % du PIB à la fin de l'année dernière. D'autres pays européens, comme l'Espagne et la Belgique, se retrouvent également dans une situation similaire, tandis que le Royaume-Uni a lui aussi rejoint le club des pays endettés à hauteur de 100 % du produit intérieur brut. C'est le Japon, pourtant synonyme de prospérité et d'avancées technologiques, qui reste l'économie la plus endettée au monde, avec une dette publique qui atteignait 266 % du PIB fin 2020.

De Tristan Gaudiaut pour Statista